

développement peuvent s'attendre à devenir un marché important et de grande expansion pour les biens et services.

Il faut évidemment de l'argent comptant pour être en mesure de transformer la demande éventuelle d'importation en commandes. Les pays en voie de développement devront compter surtout sur leurs sources d'exportation pour se procurer les biens et services dont ils ont besoin mais qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. Il leur faudra un volume considérable de devises étrangères lequel s'accroît à un rythme rapide. Mais ce volume ne sera réalisé qu'au cours d'une longue période, grâce à l'expansion du commerce et à l'accroissement d'autres recettes provenant des pays en voie de développement.

Je me rendrai à Genève au cours de ce mois-ci pour rencontrer les représentants des autres gouvernements, en vue d'étudier et d'orienter les prochaines initiatives entreprises dans le domaine du commerce international. Le problème du tiers monde auquel le Canada attache une importance considérable sera inscrit au programme à titre de priorité. Des mesures s'imposent dans plusieurs domaines; la stabilisation des prix des exportations primaires qui constitue un élément important dans le commerce du tiers monde, la diversification des exportations, l'amélioration des conditions d'accès sur les marchés du tiers monde pour les produits ouvrés surtout. Ces questions sont au nombre de celles que nous étudierons à Genève et puis à la Seconde Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui aura lieu à Nouvelle-Delhi en février prochain.

Une autre importante considération à envisager est le fait que ces pays en voie de développement offrent un excellent débouché aux jeunes énergies d'une entreprise canadienne dynamique. Je ne pense pas seulement ici aux Canadiens qui trouvent une satisfaction personnelle à relever un défi, bien que ce soit là un point qu'il ne faut pas sous-estimer et qui, je pense a beaucoup compté pour ceux qui ont pris le tiers monde comme nouvelle frontière. Bien plus, les placements directs créent encore une demande pour de l'équipement de production et exigent une source continue et sérieuse d'approvisionnement pour satisfaire la demande de matières et d'éléments industriels. Il n'est pas exceptionnel que le rôle du fournisseur revienne à la société mère, et de nouvelles opérations commerciales valables pour les sociétés mères et les autres fournisseurs du Canada peuvent être effectuées lorsqu'une de nos sociétés décide de faire un investissement direct dans les pays du tiers monde. Il est à espérer que de telles sociétés deviendront des entreprises rentables, ce qui constituera un apport réel aux opérations et aux bénéfices de la société mère au Canada.

L'investissement à l'étranger, comme je l'ai souvent souligné, ne doit pas être considéré comme le privilège des importantes sociétés qui possèdent plusieurs filiales. Il existe des débouchés pour les petites et moyennes entreprises, surtout celles qui s'occupent de production industrielle; elles pourraient agir à titre particulier ou collectif.

A mon avis, il faudrait avoir un peu plus recours à la méthode du consortium et nous étudions présentement les secteurs où le gouvernement pourrait prendre des mesures destinées à faciliter ce moyen de développer une force collective en réunissant un certain nombre de petites sociétés aux fins d'exportation.